

État civil

Date de naissance : 4 février 1961
Situation matrimoniale : Marié
Personnes à charge : Un fils et deux filles

Éducation

1989 Admis au barreau de la Cour Suprême de Trinité-et-Tobago
1989 Diplôme de formation en droit
Sir Hugh Wooding Law School, Trinité-et-Tobago
1987 Licence en droit
University of the West Indies, Cave Hill, Barbade
1984 Licence de sociologie (option Histoire) (obtenue avec mention)
University of the West Indies, Saint Augustine, Trinité-et-Tobago

Expérience professionnelle

Depuis 2009 Haut magistrat, Cour Suprême de Trinité-et-Tobago
2002 - 2008 Directeur des poursuites publiques
2001 (août-sept.) Directeur adjoint des poursuites publiques par intérim
1998 - 2002 Assistant du Procureur général
1996 - 1998 Procureur principal (Bureau du Directeur des poursuites publiques)
1995 - 1996 Procureur III (Bureau du Directeur des poursuites publiques)
1994 - 1995 Procureur II (Bureau du Directeur des poursuites publiques)
1992 - 1994 Procureur I (Bureau du Directeur des poursuites publiques)
1990 - 1992 Procureur I par intérim (Bureau du Directeur des poursuites publiques)
1989 - 1990 Agent des services fiduciaires, N.C.B. Trust Co. (T&T) Ltd.

Représentations professionnelles et responsabilités

Depuis janvier 2009 Incluant la compétence à présider des procès devant jury pour juger infractions graves.

- En tant que haut magistrat, siège auprès d'un jury chargé de statuer dans le cadre d'affaires pénales graves et complexes impliquant une ou plusieurs personnes accusées : de meurtre, de tentative de meurtre, d'homicide involontaire, de viol, d'inceste ainsi que d'autres infractions d'ordre sexuel, d'infractions liées au stupéfiants dangereux, aux armes à feu et aux munitions.
- En tant que haut magistrat, exerce sa compétence sur tous les faits portés devant le Tribunal de grande instance et pouvant faire l'objet d'une inculpation. Le Tribunal de grande instance constitue l'une des branches de la Cour Suprême au sein du système d'administration de la justice de la République de Trinité-

et-Tobago. Elle exerce ses compétences dans les affaires pénales et civiles. Il est de son ressort d'être saisie d'affaires et de déterminer la nature des infractions telles que la trahison ainsi que d'autres actes graves relevant du droit pénal. Le Tribunal de grande instance examine les ordonnances autorisant l'interception de communications, les ordonnances de saisie et de confiscation ainsi que les demandes de libération sous caution.

Juil. 2002 - déc. 2008

En tant que Directeur des poursuites publiques, j'étais chargé d'initier, poursuivre ou abandonner les poursuites pour toutes les questions pénales portées devant les tribunaux d'instruction, le Tribunal de grande instance, la Cour d'appel et le Conseil privé. Cela consistait à :

- donner des conseils aux services de police sur les pistes d'enquête et formuler les accusations appropriées si nécessaire ;
- en tant que président des chambres, confier des tâches aux avocats et les orienter dans le cadre d'affaires impliquant un procès ou non ;
- se charger de la consultation de toutes les fiches de renseignements et de la signature de tous les actes d'accusation dans le cadre des affaires susceptibles d'être jugées devant un juge et un jury du Tribunal de grande instance ;
- se charger des pourvois en appel dans le cadre de toutes les affaires pénales devant la Cour d'appel et le Conseil privé ;
- plaider des pourvois en appel devant la Cour d'appel ;
- exercer un contrôle sur les activités des procureurs de la Cour et de la Division des procédures, services de police de Trinité-et-Tobago.

Sept. 2001- Juin 2002

Fonctionnaire responsable, Bureau du Directeur des poursuites publiques de San Fernando :

- représentant de l'État lors de procédures pénales dans tous les tribunaux de Trinité-et-Tobago ;
- Procureur représentant le Chef d'état-major de la Défense dans le cadre de procédures devant des cours martiales ;
- a conseillé le Directeur des poursuites publiques, les services de police et quelques autres organismes gouvernementaux sur des questions pénales ;
- a confié des tâches, qu'il a supervisées, à des jeunes avocats au sein du Bureau du Directeur des poursuites publiques ;
- a réalisé des formations sur la plaidoirie destinées aux jeunes avocats du Bureau du Directeur des poursuites publiques ;

- a préparé des ateliers et donné des conférences destinées aux fonctionnaires de police sur les thèmes du droit de la preuve ainsi que sur les pratiques pénales et les procédures ;
- a fourni une assistance organisationnelle et professionnelle dans le cadre d'ateliers de formation organisés par l'État et par des organismes étrangers et destinés aux fonctionnaires de police et à d'autres acteurs jouant un rôle dans la prohibition des stupéfiants ;
- a conseillé le Comité de révision de la législation du ministère de la justice et des affaires juridiques dans le cadre de projets de lois ayant des conséquences pour le système de justice pénale. Les lois en question incluaient la loi relative à la protection de la justice et les régulations y afférentes (qui apporte une base législative à la protection des témoins et des représentants de la justice).

Activité en tant que membre de conseils et de comités

Depuis nov. 2011 Président du Comité directeur pour le projet pilote des tribunaux de traitement de la toxicomanie :

- préside un comité multidisciplinaire d'organismes partenaires responsable de la mise en place et du suivi des tribunaux de traitement de la toxicomanie ;
- a travaillé au sein d'une équipe ayant élaboré a un document directif, des directives, des procédures et des protocoles destinés aux tribunaux de traitement de la toxicomanie ;
- a mis en œuvre avec l'équipe le nouveau projet pilote des tribunaux de traitement de la toxicomanie à Trinité-et-Tobago destiné à la résolution des problèmes ;
- a pris part au suivi du projet pilote des tribunaux de traitement de la toxicomanie ;
- élabore actuellement un document directif pour le projet pilote des tribunaux de traitement de la toxicomanie des mineurs.

Depuis juin 2009 Membre du conseil, Judicial Education Institute, Trinité-et-Tobago :

Le Judicial Education Institute fournit des programmes de formation et d'enseignement destinés aux fonctionnaires judiciaires, aux administrateurs des tribunaux et au personnel d'appui. Les formations en question aident le corps judiciaire à s'acquitter de sa mission tout en protégeant son indépendance et son intégrité et en s'assurant la confiance et l'estime publique.

Sept. 2001- janv. 2009 Membre du Conseil national de la lutte contre les drogues à Trinité-et-Tobago :

Il s'agit de l'organisme national qui fournit au gouvernement de Trinité-et-Tobago des conseils sur les mesures à prendre pour toutes

les questions relatives à la lutte contre la drogue. Ledit organisme constitue également une tribune pour que les parties prenantes au plus haut niveau échangent des informations et prennent des décisions relatives à la réduction de la demande, au contrôle de l'offre, à des questions de sécurité, à la lutte contre les infractions et au suivi financier.

Membre du Comité consultatif sur l'exercice du droit de grâce :

Le « Comité des grâces » (“Mercy Committee”) est un organisme constitutionnel qui examine les demandes de grâce présentées par des condamnés.

- Avr. 2001 - 2009 Représentant de Trinité-et-Tobago auprès de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des États américains.
- Oct. 2001 Suppléant du Directeur des poursuites publiques au sein du Comité directeur du Service judiciaire et juridique pour l'opération d'évaluation des postes.
- Mai 1998 -1999 Représentant du Directeur des poursuites publiques au sein du Groupe de travail sur le programme régional de protection de la justice :
- Membre de l'équipe ayant conçu le programme régional de protection des témoins ainsi que le programme national de protection des témoins.
- Oct. 1992 - déc. 1992 Membre du Groupe de travail sur les accusations de corruption au sein du service public de Trinité-et-Tobago.

Judicial education institute : séminaires de formation continue destinés aux juges

- 2013 Judgment Writing and Unconscious Bias
- 2012 The evolving role of the Judge
- 2011 Emerging Technologies: Implications for the Courts of the Republic of Trinidad and Tobago
- 2010 The Emergence of Caribbean Jurisprudence through Judicial Reasoning
- 2009 Summing Up for Criminal Judges

Autres activités professionnelles pertinentes

- 1998 – 2001 Maître assistant, éléments de preuve, Hugh Wooding Law School.
- 2001 Maître assistant, pratique et procédure pénale, Hugh Wooding, Law School.
- 1990 - 1995 Assistant, droit bancaire, Institute of Business Studies.

Présent à un certain nombre de conférences et d'ateliers

Avr. 2013	Implementing a Drug Treatment Court as an alternative to incarceration for Drug Dependent offenders, Bridgetown, Barbade.
Fév. 2012	Canadian Association of Drug Treatment Court Professionals, Toronto, Canada.
Oct. 2011	Implementing Drug Treatment Courts as an alternative to incarceration, Port of Spain, Trinité-et-Tobago.
Mai 2010	Le Commonwealth Judicial Education Institute – Dalhousie Law School. Univ. of Nova Scotia – Fellow, Commonwealth Judicial Education Institute.
Avr. 2008	Atelier régional de formation pour les procureurs, Hamilton, Bermudes.
Mar. 2008	Atelier sur le développement du capital, Commission boursière, Port of Spain, Trinité-et-Tobago.
Fév. 2008	Conférence des directeurs des poursuites publiques, Kingston, Jamaïque.
Juin 2007	Facilitateur, enquêter sur les crimes financiers, St. Georges, Grenade.
Sept. 2006	Conférence annuelle de l'Association internationale des procureurs, Paris, France
Sept. 2005	Conférence du Commonwealth sur le droit, Londres.
Fév. 2005	Conférence inaugurale des directeurs des poursuites publiques de la CARICOM, Barbade.
Oct. 2004	Facilitateur, Conférence régionale sur la corruption, Montego Bay, Jamaïque.
Fév. 2004	Sommet Mondial des Procureurs Généraux et Procureurs en Chef, La Antigua, Guatemala.
Août 2003	Conférence annuelle de l'Association internationale des procureurs, Washington.
Mai 2003	Facilitateur, Conférence régionale de Barbade sur la lutte contre les crimes transnationaux complexes au 21 ^{ème} siècle.
Sept. 2002	l'Association internationale des procureurs, Londres.
Nov. 2002	Assistance et conseils fournis au Procureur général de Trinité-et-Tobago sur le projet de loi type sur la modernisation du droit en matière de preuve lors de la 6 ^{ème} réunion ordinaire du Comité des affaires juridiques, réunion des Ministres de la justice du Commonwealth à Kingstown, Saint-Vincent-et-les Grenadines.
Août 2001	Coorganisateur et facilitateur, atelier de trois jours intitulé “Dismantling Drug Trafficking Organizations” organisé à Trinité-et-Tobago par le Bureau du Procureur général et le Ministère de la justice des États-Unis.

- Avr. 2001 Stagiaire formateur, atelier de formation destinés aux avocats à l’initiative de la Law Association of Trinidad-and-Tobago et Gray’s Inn, Trinité-et-Tobago.
- Juin 2000 Observateur lors de la conférence ministérielle Caraïbes - États-Unis –Europe – Canada, sur la justice pénale et l’application de la loi, Trinité-et-Tobago.
- Avr. 2000 Troisième session de la Commission mixte Trinité-et-Tobago/Venezuela sur la Prévention, la lutte et la suppression du trafic de drogues et des substances psychotropes.
- Avr. 1997 Réunion du groupe d’experts du Secrétariat du Commonwealth pour la région Caraïbes sur les éléments de preuves dans les affaires de drogue, Sainte-Lucie.
- Avr. 1995 Programme d’échanges internationaux de l’United States Information Agency, États-Unis d’Amérique.

Ateliers menés et présentations dans le cadre de séminaires

- Sept. 2013* “Prosecutorial Discretion and Caribbean Constitutionalism”,
Caribbean Association of Judicial Officers (CAJO), 3^{ème} conférence biennale, Bridgetown, Barbade.
- Avr. 2013 “Planning a Drug Treatment Court,” présentation donnée conjointement à Bridgetown, Barbade.
- Fév. 2012 Présentation intitulée “Drug Treatment Court Pilot Project in Trinidad and Tobago”.
- Déc. 2010 Membre d’une équipe ayant élaboré et publié un guide relatif à la phase de condamnation, destiné aux juges et aux magistrats.
- Avr. 2008 Atelier régional de formation destiné aux procureurs, Hamilton, Bermudes. Présentation intitulée « Independence of the Prosecutor ».
- Mar. 2008 Atelier sur le développement du capital, Securities and Exchange Commission, Port of Spain, Trinité-et-Tobago. Présentation intitulée « Insider Trading ».
- Fév. 2008 Conférence des directeurs des poursuites pénales, Kingston, Jamaïque. Présentation du document « The Independence of the Director of Public Prosecutions ».
- Oct. 2004 Poursuivre les auteurs de crimes complexes de corruption, conférence régionale de la Jamaïque sur la Corruption.
- Mai 2003 « Dismantling a Drug Trafficking Organisation: Dole Chadee Case Study »

« The Evidential Value of Material obtained by Electronic Surveillance – The Common Law Position ». Conférence régionale de Barbade sur la lutte contre les crimes transnationaux complexes au 21^{ème} siècle.

« Use of Charts at Trials – The Legal Issues » Conférence régionale de Barbade sur la lutte contre les crimes transnationaux complexes au 21^{ème} siècle.

* Présentation devant être donnée.

Août 2001	« Common Law Offence of Conspiracy as a tool to dismantle Drug Trafficking Organisations », présentée lors d'un atelier sur le thème du démantèlement des organisations de trafic de drogues.
Juil. 2001	« Judges Rules and the Taking of Caution Statements », séminaires de formation des forces de police.
Avr. 1999	« The Giving of Evidence in Criminal Trials », séminaires de formation des forces de police.

Affaires les plus remarquables :

État c. Leroy Andrews (2006)(non signalé)	A plaidé avec succès pour que soient introduites les déclarations des victimes durant la phase détermination de la peine, dans le cadre d'un procès pénal. Cette pratique est à présent régulière.
Bhola c. État (2006) 68 WIR 449	Poursuites réussies dans le cadre d'une affaire où des fonctionnaires de police extorquaient de l'argent à des civils.
Brown et Isaac c. État (2003) 62 WIR 440	Assassinat commis par un gang.
État c. Philbert Foster et Brown Campbell (2002) (non signalé)	Premières poursuites réussies dans le cadre d'une affaire de meurtre où la victime était un homme sans-abri non identifié.
État c. Garfield Joseph et État c. Anthony Centeno (non signalé)	A défendu les droits de deux victimes d'homicide (décédées) dont les meurtriers avaient été condamnés à des peines non privatives de liberté. Les deux affaires ont été rejugées en appel et les meurtriers ont été condamnés à une peine d'emprisonnement. Il s'agit du premier appel réussi contre les peines trop légères pour des infractions graves à Trinité-et-Tobago.
